

Les mille sources de la Colère

JUIN 2014

N° 68

S'unir pour agir, lutter pour gagner.

Malgré un désaveu cinglant lors des élections municipales et européennes, le Président Hollande entend poursuivre ses réformes désastreuses ressenties comme injustes par huit Français sur dix selon un sondage CGT-Harris Interactive. Le gouvernement n'a de cesse de satisfaire les volontés du Medef pour faire baisser ce qu'ils appellent le "coût du travail". Là encore, selon le même sondage, près de 9 Français sur 10 (87%) estiment que ce n'est pas la cause première de nos difficultés, mais pointent le coût du capital comme responsable.

Pourtant, le gouvernement s'entête dans ses politiques d'austérité en octroyant toujours plus de cadeaux aux grandes entreprises, sans contrepartie en matière d'emploi, d'augmentation des salaires, de lutte contre la précarité et le chômage, et en réduisant toujours plus les moyens de l'action publique.

Pour autant, les salariés s'organisent et luttent : de nombreuses actions revendicatives se développent en ce moment et portent des exigences en matière d'emploi, de salaires, de conditions de travail, de protection sociale, de service public. Elles sont souvent couronnées de succès et démontrent que lorsque les salariés relèvent la tête, élaborent leurs revendications, se mobilisent dans l'unité, ils peuvent remporter des victoires. Qu'on en juge, dans la dernière période, par maints exemples :

- Les cheminots se sont mis en grève reconductible pour obtenir une autre réforme du service public ferroviaire.
- Les intermittents du spectacle, les salariés de l'intérim, les privés d'emploi qui se sont mis en grève pour les uns ou pour les autres mènent des actions pour obtenir de nouvelles négociations sur une convention d'assurance chômage.
- Les infirmiers anesthésistes, viennent d'arracher la reconnaissance de leur profession au niveau master.
- Monoprix, où la CGT, premier syndicat de l'entreprise a fait condamner l'enseigne pour travail de nuit.
- Senerval à Strasbourg, où les salariés de cette usine d'incinération ont mené 80 jours de lutte pour obtenir de meilleures conditions de travail, d'hygiène et de sécurité.
- Novotel Paris-Les Halles et la société de nettoyage Elior ont été condamnés par le conseil de prud'hommes de Paris à payer plus de 400 000 euros de dommages et intérêts et de rappel de salaires à 18 salariés en sous-traitance.
- SAM Technologies dans l'Aveyron où en trois jours de grève, les salariés ont obtenu l'annulation du plan de compétitivité, « remplacé par un plan d'industrialisation, avec de nouveaux développements qui assureront du boulot pour le futur », mais aussi des augmentations de salaires.
- Urbaser à Vitry où après des mois de lutte et 14 jours de grève, les salariés de cette entreprise de traitement des déchets ont arraché, notamment, des augmentations de salaires.
- Fralib à Géménos où après 1339 jours de lutte et d'occupation, les salariés ont obtenu un total de 19,1 millions d'euros pour reprendre leur entreprise en société coopérative ouvrière de production (thés et infusions) et bénéficieront du soutien d'Unilever pour la recherche de débouchés commerciaux, alors que le géant de l'agroalimentaire néerlandais envisageait tout bonnement de fermer l'usine produisant le thé et les tisanes de l'Éléphant.

Comme ces salariés, partout, durant cette semaine du 23 au 27 juin, mobilisons-nous. Partout, interpellons les directions d'entreprises, les employeurs, afin que nos exigences sociales résonnent dans tout le pays, et notamment les 7 & 8 juillet prochains, lors de la Conférence sociale.

Clown blanc ou Auguste ?

C'est à la une d'Ulysse 19 : vous pouvez obtenir des places à tarif réduit pour le cirque Medrano qui se produira à Brive et à Tulle en juillet prochain.

En cette période d'austérité salariale prolongée, les plus perspicaces se sont déjà posés la bonne question : mais pourquoi donc payer pour une après-midi de cirque alors qu'à la DDFIP 19 on y a droit gratuitement et tous les jours ?...

Agacement accéléré

Dans les salons feutrés de la direction, on affirme avec assurance qu'il n'est exercé aucune pression sur les agents afin qu'ils accélèrent le rythme de saisie des déclarations d'impôt sur le revenu.

Manifestement le message a parfois du mal à descendre et dans certains SIP, le responsable passe tous les jours rappeler aux agents qu'ils sont en retard sur le planning prévisionnel et qu'il faudrait accélérer la cadence...

Certes, c'est une évidence qu'entre la théorie et la pratique il y a toujours des « petits » décalages qui sont rarement observables du haut des tours d'ivoire. Une autre évidence à rappeler aux apprentis-argousins : l'échéance de saisie n'est que le 4 juillet et contrairement aux galériens, les agents des SIP ont tendance à ralentir quand on les fouette...

La carotte prend du retard

Par carotte il faut bien sûr entendre la prime d'intéressement qui ressemble plus à une obole qu'à autre chose : si elle a le mérite d'exister, elle ne règle pas pour autant la question de notre pouvoir d'achat. La tendance d'une année sur l'autre semble être de plus en plus tard et de moins en moins gratifiant...

Il faut sans doute y voir un effet de la crise sur les finances publiques, mais elle connaîtra cette année encore du retard dans sa mise en paiement !

Après un report de mai en juin l'an passé, et après un suspense qui n'a pas encore pris fin, la direction générale a enfin annoncé lors du CTR du 3 juin que la prime serait mise en paiement avec la paie du mois d'août. Officiellement, le décalage serait justifié par les opérations en cours sur les régimes indemnitaires et la prime de caisse. De plus on a appris récemment qu'elle serait réduite de 150 à 120 € : sans doute pour nous remercier d'avoir fait toujours plus avec moins de personnel, le cynisme n'a plus de limite. Pour la CGT Finances Publiques, la politique d'austérité a déjà fait assez de dégâts. Ces tergiversations budgétaires sont inadmissibles au regard des conditions de travail et de vie des agents.

CICE : la course aux stats !

Dans les bureaux de la direction générale, certains doivent penser que l'oisiveté est en train de gagner les SIE. C'est sans doute pour cette raison qu'ils ont demandé des statistiques régulières sur l'état d'avancement des travaux sur le CICE, le fameux crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi : la dernière trouvaille gouvernementale qui permet de faire des cadeaux sonnants et trébuchants aux patrons sans exiger la moindre contre-partie en retour.

Bien sûr, personne ne s'est soucié de la faisabilité de la demande et du fait qu'aucun outil informatique ne permettait de collecter les données réclamées. C'est ainsi que les collègues des SIE ont dû, en plus de leurs multiples tâches habituelles, reprendre les dossiers des entreprises bénéficiaires un par un afin de fournir un chiffre fiable... alors que (presque) tout le monde sait que le mois de juin est une période particulièrement chargée pour ce service.

Nous ne le répéterons jamais assez : la statistique est à la hiérarchie ce que le lampadaire est à l'ivrogne : elle soutient plus qu'elle n'éclaire.

La valse des Bruno

C'est le journal « Les Echos » qui l'annonce en avant première : notre directeur général, donné partant depuis quelques semaines sera remplacé par Bruno Parent. Nous aurions bien sûr préféré apprendre la nouvelle par nos canaux de communication interne, le sortant savait si bien les utiliser pour mettre en œuvre sa communication personnelle !

Mais au fond, ce scoop risque rapidement de se transformer en non-événement pour notre fiche de paye et nos conditions de travail la politique menée risque fort d'être strictement identique et pour les agents, ce sera : circulez, y a rien à voir !

Assemblée Générale annuelle de la CGT Finances Publiques : venez nombreux !!!!

L'assemblée Générale annuelle de notre section se déroulera le vendredi 20 juin à partir de 09h30 à Saint Salvador (au restaurant « la ferme du Léondou »).

Ouverte à tous, elle sera l'occasion pour les syndiqués de participer à la vie démocratique de leur syndicat. Pour les non syndiqués, elle sera l'occasion de mieux nous connaître et de participer au débat sur la situation revendicative du moment.

Les participants sont couverts par une autorisation d'absence, une seule obligation pour ceux qui souhaitent participer au repas : réserver sa place auprès d'un militant de la section.

Trêve estivale : la période des congés d'été approche, l'équipe du 1000 sources de la colère vous souhaite de bonnes vacances et vous donne rendez-vous en septembre pour son numéro de rentrée.